

Brigitte ALLAIN

Députée de la Dordogne
Deuxième circonscription

**Madame Josie Bayle
Madame Nathalie Fontaliran,**
Conseillères régionales

Madame Gaelle Blanc,
Conseillère départementale

Réf. : KD2016060

Copie aux conseillers départementaux et
régionaux de Dordogne

Bergerac, le 16 février 2016

Mesdames les conseillères départementales et régionales,

J'ai été interpellée ces dernières semaines sur les très grandes difficultés des agriculteurs liées à des prix insuffisants pour couvrir leurs charges d'exploitation et leur permettre de dégager un revenu. J'ai écouté la colère et les revendications.

J'ai reçu comme tous les parlementaires votre courrier qui demande la mise en place de mesures d'urgence.

Comment ne serai-je pas sensible à ce malaise et aux souffrances exprimées ?

Mon engagement depuis de nombreuses années est constant pour défendre une agriculture diversifiée et créatrice d'emplois. Je reste fidèle à mes convictions.

Je travaille à l'Assemblée Nationale et en circonscription pour offrir de réelles perspectives aux agriculteurs.

La proposition de loi visant à **favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** dont j'ai été rapporteure et qui a été votée à l'unanimité le 14 Janvier dernier en témoigne.

Elle est entre autre une des réponses à la crise actuelle.

Je suis intervenue à l'Assemblée Nationale lors de l'examen de la proposition de loi déposée par le groupe « Les Républicains » « *en faveur de la compétitivité de l'agriculture et de la filière agroalimentaire* » pour expliquer en quoi cette proposition très influencée par la FNSEA reprenait des dispositions maintes fois utilisées, mais qui n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité : allègements, déductions fiscales pour investissements, allègement des contraintes.

On doit la vérité aux agriculteurs : l'agrandissement des exploitations et la compétitivité à outrance sur des marchés mondiaux spéculatifs sont incompatibles avec une résolution de crise.

Certes, à court terme, des aides d'urgence sont nécessaires, indispensables et doivent être mises en œuvre. Il ne s'agit pas seulement de sauver l'élevage mais des éleveurs qui sont des personnes avant tout.

Il est temps d'engager résolument tous les acteurs dans une transition vers des modèles agricoles différents, exiger de nouveaux cadres de régulation et de contractualisation avec l'objectif que le prix payé au producteur soit rémunérateur.

Cela signifie d'abord tourner le dos aux politiques néo libérales qui entraînent les producteurs dans des logiques concurrentielles dramatiques, qui conduisent à détruire la cohésion sociale au niveau de l'Europe et qui ne répondent pas aux demandes des consommateurs pourtant contribuables à une politique agricole contraire à leurs attentes.

Permettez-moi d'être étonnée que les Républicains, si prompts à désigner des coupables, ne citent à aucun moment les politiques néo libérales comme principales causes de la situation actuelle. Ils ne mettent pas plus en avant l'impérieuse nécessité d'accompagner les agriculteurs vers des modèles d'élevage et de culture basés sur l'agroécologie tel que la définit la Loi d'avenir pour l'Agriculture l'Alimentation et la Forêt.

A des questions complexes et difficiles que posent des crises structurelles, il nous faut changer de cap.

« On ne peut pas résoudre un problème avec le même type de pensée que celle qui l'a créé. » disait avec justesse Albert Einstein.

La responsabilité qui incombe aujourd'hui aux élus, c'est de construire des alternatives crédibles, de ne pas céder aux propos démagogiques et encore moins de rechercher des boucs émissaires faciles au premier rang desquels le ministre actuel de l'agriculture.

La tâche est difficile mais elle en vaut la peine.

En tant que députée écologiste, je pense aux jeunes qui rêvent d'exercer ce beau métier d'agriculteur.

Je vous prie de croire, Mesdames les conseillères départementales et régionales, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Brigitte Allain -

